

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 1er juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SMICTOM Centre Ouest (Gaël)

5 ter rue de Gaël

35290 Saint-Méen-le-Grand

Code AIOT : 0005515907

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2024 dans l'établissement SMICTOM Centre Ouest (Gaël) implanté Point Clos Centre de stockage de déchets 35290 Gaël. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMICTOM Centre Ouest (Gaël)
- Point Clos Centre de stockage de déchets 35290 Gaël
- Code AIOT : 0005515907
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Il s'agit d'une unité de valorisation organique de déchets ménagers ainsi que d'un centre de stockage de déchets non dangereux.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Vérification du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du

30/08/2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Rapport d'accident	AP de Mesures d'Urgence du 30/08/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
11	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Levée de doute	AP de Mesures d'Urgence du 30/08/2023, article 3.1	Sans objet
2	Surveillance	AP de Mesures d'Urgence du 30/08/2023, article 3.2	Sans objet
3	Evacuation des déchets	AP de Mesures d'Urgence du 30/08/2023, article 3.3	Sans objet
4	Evacuation des eaux d'extinction	AP de Mesures d'Urgence du 30/08/2023, article 3.4	Sans objet
5	Vérifications	AP de Mesures d'Urgence du 30/08/2023, article 4.1	Sans objet
6	Mesures palliatives	AP de Mesures d'Urgence du 30/08/2023, article 4.2	Sans objet
8	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 8.2.2.1	Sans objet
9	Lixiviats	Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 8.2.2.2	Sans objet
10	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 8.2.2.3	Sans objet
12	Surveillance des eaux	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a bien pris en compte les dispositions nécessaires permettant de s'assurer que l'incendie de l'alvéole n°5 qui a eu lieu le 20/08/2023 n'engendre pas d'effets indésirables sur l'environnement. Afin de protéger son installation, le pétitionnaire a décidé de renforcer son système de surveillance et de sécuriser ses points d'approvisionnement électrique en créant un point plus fiable.

L'exploitant a pris en compte les remarques lors de la précédente inspection notamment en matière de contrôle d'eau (recherche des triazines) et doit entreprendre au plus vite la recherche des PFAS conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

D'une manière générale, l'exploitation de cette installation est conforme aux prescriptions réglementaires encadrant ces activités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Levée de doute

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 30/08/2023, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Levée de doute
Prescription contrôlée : Dans les meilleurs délais, l'exploitant procède à un examen des installations impactées susceptibles d'être à l'origine d'un risque ou que la survenue du sinistre a montré défaillantes (notamment la détection incendie) et met en place les mesures nécessaires pour prévenir les risques d'accident, de pollution ou de nuisance dans l'attente de leur sécurisation complète. Il informe l'inspection des installations classées des mesures mises en place. En cas de suspicion de reprise du sinistre ou de sur-accident, l'exploitant en informe sans délai les services de secours et le préfet.
Constats : Lors du sinistre de l'alvéole n°5 qui a eu lieu le 20/08/2023, l'exploitant a prévenu le service de l'Inspection moins de 24h après la survenue de cet incendie. L'exploitant a, en un premier temps, recouvert la zone sinistrée d'une quantité importante de terre afin de procéder à l'extinction du foyer par inertage. Suite à l'extinction de cet incendie, le pétitionnaire a retiré les déchets de la zone impactée et l'a recouverte d'une bâche imperméable faisant office de « rustine » afin de prévenir tout risque de pollution. Les déchets n'ont pas été réceptionnés pendant deux jours, le temps de positionner cette bâche. Le temps des travaux les déchets ont été stockés du côté opposé de l'alvéole.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 30/08/2023, article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance
Prescription contrôlée : Sur la base des constats faits en application de l'article 3.1, l'exploitant définit et met en place une surveillance renforcée des équipements dégradés par le sinistre, notamment pour détecter au plus tôt toute reprise de feu.
Constats : Afin d'éviter toute reprise de feu, des mesures immédiates de surveillance ont été réalisées. <u>- Surveillance immédiate:</u> L'exploitant a mis en place des tours de ronde jour et nuit sur le site permettant de surveiller toute reprise éventuelle de feu. En complément, l'exploitant dispose d'une caméra thermique portative et a surveillé l'évolution des points chauds de cette alvéole. Cette surveillance immédiate s'est opérée pendant une semaine après l'extinction de ce sinistre. Afin d'améliorer la détection de tout départ de feu, l'exploitant a entrepris de renforcer son réseau de détection. <u>- Surveillance à terme</u> Suite à ce sinistre, des travaux d'aménagement électrique sont prévus. Le câble ainsi que le disjoncteur situés en amont de l'alvéole ont fondu, l'alimentation a été coupée et le coffret incriminé a été supprimé. L'exploitant a effectué une demande auprès de SDE afin de mettre en place un nouveau point électrique plus sécurisé . En effet, le site étant situé en fin de ligne, le réseau électrique est plus instable. Ces travaux permettront d'avoir une longueur de câble moins importante et de diminuer les risques de surtensions. Un nouveau réseau électrique va être mis en place en remplacement de l'ancien qui semble t-il était moins stable, une caméra thermique sera ajoutée et connectée sur ce réseau. De plus, l'exploitant ajoutera deux autres caméras thermiques qui ne seront pas reliées au réseau électrique mais qui seront équipées de batteries et connectées à un onduleur pour faire face en cas de coupure électrique. Lorsque ces caméras auront détectées un sinistre, un signal sera envoyé vers la centrale incendie qui avertira le cadre d'astreinte. En cas de coupure de caméras, le cadre d'astreinte sera systématiquement appelé. A terme, lorsque la fibre sera installée, le levée de doute pourra également être effectué par télésurveillance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Evacuation des déchets

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 30/08/2023, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Evacuation des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets générés par le sinistre, notamment l'engin de chantier impacté, sont caractérisés, si besoin à l'aide d'analyses, triés et évacués vers des filières adaptées dans le délai d'un mois. L'exploitant conserve les justificatifs de ces opérations.
Constats : Hormis les eaux d'extinctions, deux types de déchets ont été produits sur cette installation: les déchets brûlés ainsi que l'engin de chantier. L'exploitant n'était pas propriétaire de cet engin (pelle à chenilles 150 X JCV) et a rendu l'engin au propriétaire : la société M3 située sur la commune du Rheu. Après prise de contact avec le propriétaire de l'engin, il s'avère qu'un appel d'offre a été lancé et que ce véhicule ait été pris en charge par une installation d'entreposage, démontage, dépollution et/ou découpage de véhicules hors d'usage agréée. Concernant les déchets brûlés, ils ont été laissés à l'intérieur de l'alvéole et enfouis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Evacuation des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 30/08/2023, article 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Evacuation des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : Les eaux d'extinction récupérées sont analysées selon des paramètres déterminés au regard des produits impliqués dans le sinistre et des substances susceptibles d'avoir été émises. Un examen de l'acceptabilité du rejet des eaux d'extinction en fonction des exutoires (eaux superficielles voisines, réseau d'assainissement, installations de traitement de déchets) est réalisé dans un délai de quinze jours. Si les résultats ne sont pas satisfaisants, ces eaux sont évacuées comme déchet.
Constats : Suite à cet incendie, les eaux d'extinction ont été recueillies et confinées dans le bassin de récupération lixiviats bruts. L'exploitant s'est assuré auprès de la société OVIVE que sa station de traitement des effluents était en capacité de traiter ces eaux polluées. Le traitement de ces effluents n'a pas entraîné de perturbation pour la station OVIVE. Une fois traitées, ces eaux d'extinction ont été envoyées vers le bassin des lixiviats traités pour être ensuite analysées. Les analyses ont révélé que ces effluents sont conformes aux dispositions réglementaires et, de ce fait, ont pu être rejetées vers le milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Vérifications

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 30/08/2023, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Vérifications
Prescription contrôlée : Dans les meilleurs délais et dans tous les cas préalablement à la reprise du stockage de déchets sur l'intégralité de l'alvéole, les équipements et infrastructures dont la défaillance pourrait conduire à un accident, à une pollution ou à des nuisances et susceptibles d'avoir été dégradés directement ou indirectement lors du sinistre font l'objet d'une vérification de leur état, si nécessaire d'une réparation, et d'une vérification de leur bon fonctionnement. Ces opérations et leurs résultats sont enregistrés. En particulier, l'exploitant procède aux vérifications suivantes : • efficacité du dispositif de détection incendie • bon entretien des réserves incendie • efficacité des barrières de sécurité active et passive de l'alvéole (transmettre les justificatifs à l'Inspection des installations classées, accompagnés d'un calendrier de travaux si nécessaire)
Constats : L'origine de cet incendie semble être d'ordre électrique. L'exploitant a mené les vérifications suivantes: <u>- Efficacité du dispositif de détection incendie</u> La détection incendie de cette alvéole est effectuée par une caméra thermique fixe et est opérationnelle. A terme la surveillance incendie sera renforcée par d'autres caméras branchées sur un onduleur qui de ce fait resteront opérationnelles même en cas de défaillance électrique. <u>- Entretien des réserves incendie</u> L'Inspection a constaté que la première réserve incendie a été intégralement curée et est en état de fonctionnement. Le niveau d'eau de cette réserve incendie est respectée. Concernant la deuxième réserve incendie, ses abords ont été entièrement nettoyés et la végétation présente a été taillée de manière à permettre l'utilisation de cette réserve incendie par les engins du service d'incendie et de secours. <u>- Efficacité des barrières de sécurité active et passives</u> Le diagnostic des barrières de sécurité a été confié au bureau d'études BURGEAP qui s'est également chargé de suivre les travaux et d'effectuer les contrôles de vérifications. Un rapport a été transmis à la DREAL incluant les résultats des diagnostics, les travaux effectués ainsi que les contrôles mis en œuvre. Au regard du rapport et des échanges entre l'Inspection et le bureau BURGEAP, il apparaît que les réparations menées sont conformes aux spécifications réglementaires et permettent de restaurer l'étanchéité initiale de cette alvéole. Les résultats des contrôles effectués permettent de s'assurer de la conformité des travaux .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesures palliatives

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 30/08/2023, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures palliatives
Prescription contrôlée : Dans le cas où le résultat des vérifications ne serait pas satisfaisant, l'exploitant définit et met en place un dispositif palliatif assurant un même niveau de sécurité vis-à-vis des risques d'accident, de pollution ou de nuisance. Cette modification fait l'objet d'une analyse tenue à la disposition de l'Inspection des installations classées. Cette disposition n'exempte pas l'exploitant des procédures applicables en cas de modification notable ou substantielle des installations.
Constats : Les résultats des vérifications menées étant correctes et répondant aux spécifications réglementaires, l'exploitant n'a pas mis en place de mesures palliatives.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 30/08/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
Prescription contrôlée : Dans le délai de quinze jours, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées un rapport d'accident. Celui-ci comporte a minima : <ul style="list-style-type: none">• la chronologie des événements,• l'analyse détaillée des causes et des dysfonctionnements ayant conduit au sinistre, la réflexion devant s'attacher à identifier jusqu'aux causes profondes,• les effets du sinistre et de ses conséquences sur l'environnement et les personnes,• les mesures prises ou envisagées vis-à-vis de chacune des causes identifiées pour éviter le renouvellement d'un sinistre similaire et pour remédier aux conséquences sur l'environnement et sur la santé de la population,• une copie des rapports d'investigation réalisés,• le cas échéant, un échéancier de réalisation des investigations complémentaires nécessaires,• un résumé non technique destiné à être diffusé aux membres de la CSS• et la fiche complétée « accident » du Bureau d'analyse des risques et pollutions industriels. Dans le cas où des investigations supplémentaires sont nécessaires et dans le délai de trois mois, l'exploitant met à jour le rapport d'accident et le transmet à l'Inspection des installations classées.
Constats : Suite à l'incendie qui est intervenu le 20/08/2023, l'exploitant a fourni un rapport d'accident le 24/08/2023 au service des Installations Classées. Compte tenu des investigations menées et des travaux que souhaite entreprendre l'exploitant afin de sécuriser son approvisionnement électrique et de renforcer sa défense incendie, le rapport d'accident devra être mis à jour. > Il est demandé à l'exploitant d'actualiser son rapport d'accident avec l'ensemble de ces éléments, notamment en ce qui concerne les mesures de prévention du risque incendie issue de l'analyse du retour d'expérience. Un exemplaire sera transmis à l'Inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 8.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est muni d'au moins trois piézomètres pour effectuer des prélèvements d'eau dans la nappe. Ces piézomètres, implantés en périphérie de l'aire de dépôt, sont situés pour l'un des ouvrages en amont de la zone de stockage et pour les deux autres en aval. Ils sont établis, entretenus et exploités selon les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2003 fixant les dispositions applicables dans le département d'Ille-et-Vilaine à la réalisation, l'entretien et l'exploitation des forages. Il est procédé tous les 2 ans pendant 4 ans puis ensuite tous les 5 ans à une analyse des eaux souterraines au droit de chaque piézomètre sur les paramètres suivants : Physico-chimiques : pH, Potentiel rédox, résistivité, NO₂, NO₃, NH₄, Cl, SO₄, PO₄, K, Ca, Na, Mg, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Hg, DCO, COT, Al, Cd, As, Sb, B, Se, F, AOX PCB, HCT et triazines Analyses biologiques : DBO₅ Analyses bactériologiques : coliformes fécaux, et totaux, streptococques fécaux, et présence de salmonelles. Ces eaux souterraines font l'objet chaque semestre des contrôles suivants : niveaux piézométriques, pH, potentiel rédox, résistivité et COT. Les résultats sont reportés sur un registre spécial. Les eaux provenant des drains de rabattement de la nappe et celles provenant des drainages sous casiers, collectés de façon séparée, font l'objet d'un contrôle et d'une mesure du débi pour chacun de ces flux. Ces eaux (en cas d'écoulement) font l'objet d'une mesure hebdomadaire du pH et de la conductivité complétée par une analyse mensuelle de la DCO. Les contrôles décrits à l'article 4.3.9 sur les effluents rejetés dans le milieu naturel à partir des bassins de collecte des eaux de ruissellement internes sont au minimum effectués bimestriellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux souterraines sont analysées deux fois par an sur l'ensemble des paramètres repris par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Lors de la dernière inspection, l'exploitant n'avait pas effectué les analyses de triazines qui étaient reprises dans son arrêté préfectoral du 12 mars 2013.</p> <p>Le pétitionnaire a inclus la recherche de triazines dans son plan de surveillance.</p> <p>Les dernières analyses physico-chimiques de ces eaux souterraines ont été réalisées le 22/12/2023 et sont conformes aux prescriptions réglementaires.</p> <p>Ces analyses ont également conclu à l'absence de triazines dans les eaux souterraines</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 8.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Les rejets des eaux contenus dans les bassins de collecte des lixiviats traités fait l'objet de contrôles de chaque bâchée par une analyse des effluents sur tous les paramètres visés à l'article 4.3.10 puis pendant la vidange une analyse simplifiée mensuelle portant sur les paramètres suivants pH, DCO, MEST, NGL.
Constats : Les lixiviats contenus dans les bassins sont contrôlés de manière hebdomadaire par la société OVIVE qui s'occupe entre autre de la station de traitement des lixiviats de l'ISDND. Pendant la période de rejets, ces lixiviats rejetés au milieu naturel sont analysés mensuellement sur les paramètres pH, DCO, MEST, et NGL par la société indépendante AQUAVIRGO. La société OVIVE fait procéder également au contrôle mensuel de ses effluents par un laboratoire accrédité (EUROFINS). Les derniers contrôles des paramètres physico-chimiques ont été réalisées le 31/01/2024 et sont conformes aux exigences réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2013, article 8.2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des prélèvements sont effectués aux points suivants : Dans le ruisseau du Roz en amont de sa confluence avec le ruisseau des Douves du Roz, tous les deux mois sur la période de rejet, dans le Doueff, en amont de St Léry, 3 fois par an (2 pendant et 1 hors période de rejet). Ces prélèvements font l'objet d'analyse sur les paramètres MEST, DBO5, DCO, NKJ, NO3 et Pt. Ils sont éventuellement complétés par le service chargé de la police de l'eau qui est destinataire des résultats de cette surveillance, lesquels lui sont transmis au plus tard le mois suivant leur obtention. L'exploitant procède à la mise en place d'un suivi IBGN des eaux de ruisseau du Roz en amont (point de la Ville Chamel) et en aval (point de la Morinais) du point de confluence avec le fossé recevant le rejet. Ce contrôle débute l'année suivant l'ouverture du centre est ensuite renouvelé tous les trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des prélèvements sont également effectués dans le milieu naturel en amont et en aval du Ruisseau du Roz, en amont et en aval du Doueff ainsi qu'en aval du site de Gael.</p> <p>Ces mesures permettent de s'assurer de l'absence d'impact de ces rejets sur le milieu naturel.</p> <p>Les paramètres mesurés au niveau de station de contrôle sont le pH, MES, NO2, NO3, CH4, DCO, DBO5, NTK, NGL, Pt.</p> <p>De plus, une étude d'acceptabilité de ses rejets sur le milieu naturel a été réalisée en 2022 par le bureau Burgeap en 2022 en y incluant des paramètres supplémentaires tels que l'indice I2M2.</p> <p>L'instruction de cette étude fait l'objet d'une demande de compléments.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants : Rubrique de la nomenclature des installations classées Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté 2660, 2661, 2760, 2790, 3410, 3420, 3440, 3450, 4713 Trois mois 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2750, 2752, 2795, 3120, 3230, 3260, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 Six mois 2791, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560 Neuf mois Si un même établissement est soumis à autorisation au titre de plusieurs rubriques, associées à des délais différents, le délai le plus long est retenu. Pour les établissements soumis à autorisation au titre de rubriques non mentionnées ci-dessus, la première campagne est réalisée au plus tard neuf mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Si l'exploitant est dans l'incapacité de respecter ces délais, il informe l'inspection des installations classées en justifiant cette incapacité. Il transmet les résultats par voie électronique dans les meilleurs délais et au plus tard un mois après le délai initial.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon l'Arrêté Ministériel du 20 juin 2023, les activités relevant des rubriques 2760 et 3540 exercées sur cette installation sont soumises à la recherche des PFAS.</p> <p>L'exploitant disposait d'un délai de trois mois pour la rubrique 2760 à compter de la date de notification de cet arrêté et d'un délai de 9 mois pour la rubrique 3540.</p> <p>Les analyses de PFAS devaient être réalisées au plus tard le 20 septembre 2023 pour la rubrique 2760 et le 20 mars 2024 pour la rubrique 3540.</p> <p>Le contrôle de ces PFAS fait l'objet de trois analyses effectués sur trois mois consécutifs. Compte tenu que la période de rejet des lixiviats traités vers le milieu extérieur s'opère de décembre à mai, l'exploitant doit effectuer les contrôles de PFAS dans des délais restreints.</p> <p>> L'Inspection demande à l'exploitant d'effectuer dans les meilleurs délais les contrôles de ces PFAS et d'informer les services de l'état des résultats de ces analyses.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 12 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les résultats de la surveillance de ces émissions sont télédéclarés dans la base de données de GIDAF annuellement avant le 31 mars de chaque année.
Type de suites proposées : Sans suite

Planche photos



Première réserve incendie totalement curée



Deuxième réserve incendie dégagée de la végétation foisonnante



Station de retraitement des lixiviats et des jus de casiers

Bâche temporaire faisant office de rustine apposée par l'exploitant suite au sinistre





Zone impactée dégagée de ses déchets afin d'estimer les dégats



Remplacement et pose du nouveau GSB (géosynthétique bentonitique)



Pose du géotextile supérieur



Pose de la nouvelle géomembrane



Pose de la couche drainante de fond de casier